



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 17 mars 2026

ZI de Saint Liguair
4 rue Alfred Nobel
79 000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Jean-Pierre MARTINET

171 rue de Brioux
79170 Périgné

Références : 0003103763 / 2026 / 137
Code AIOT : 0003103763

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du 3/12/2025 de l'établissement exploité par Monsieur Jean-Pierre MARTINET, à Celles-sur-Belle (79370)5.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Exploitant de l'ICPE : Jean-Pierre MARTINET
- Site localisé : parcelles AP 123 et AP 128 à Verrines-sous-Celles, commune associée de Celles-sur-Belle (79370)
- Code AIOT : 0003103763
- Régime : Autorisation .
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thème de l'inspection : Cessation d'activité – Remise en état

Mr MARTINET exerce illégalement des activités de transit, regroupement de déchets métallique et

des activités de découpage, dépollution de véhicule hors d'usage sur la commune de Verrines-sous-Celles. Par arrêté préfectoral du 06/07/2018, Monsieur MARTINET avait notamment pour obligation de :

- « - cesser **sous 24 heures** de recevoir sur son site tout nouveau véhicule hors d'usage destiné à être démantelé (récupération de pièces détachées), stocké ou détruit ;
- cesser **sous 24 heures** l'activité de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets de métaux non dangereux sur les parcelles sus-visées.
- d'évacuer dans un délai de **3 mois** tous les véhicules hors d'usage entreposés sur le site, les métaux et déchets de métaux dans des filières dûment autorisées et agréées si nécessaire ;
- fournir dans ce même délai de **3 mois**, les documents attestant de ces évacuations (pour les VHU : documents attestant de la destruction par un site agréé).
- fournir dans un délai de **3 mois** un dossier décrivant les mesures prises pour la cessation et la remise état du site conformément au II de l'article R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement. »

La visite d'inspection porte sur le contrôle du respect de la mise en demeure du 6/07/2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des constats

La fiche de constats figure en partie 2-4 du présent rapport. Elle fournit les informations relatives au contrôle. **Elle n'amène pas de proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Cessation d'activité – Remise en état	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/07/2018

2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats

L'activité de regroupement de VHU et de déchets métalliques autres a cessé. Le site a été remis en état, sans doute en 2022 et 2023, cédant la place à une nouvelle activité professionnelle, en tant que plate-forme de dégagement d'une entreprise de menuiserie. Le site ne relève plus de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les documents justificatifs de l'élimination régulière des déchets évacués lors de la remise en état n'ont pas été transmis à la DREAL, ni le dossier de cessation d'activité et de remise en état aussi demandé par l'arrêté préfectoral du 06/07/2018. Nous n'avons pas constaté de nuisance résiduelle liée à l'ancienne activité de regroupement de VHU et de déchets métalliques.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Cessation d'activité – Remise en état

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/07/2018
Thème : Risques chroniques, Cessation d'activité – Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Monsieur MARTINET Jean-Pierre, exploitant une installation de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets de métaux non dangereux et une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, sises parcelles AP123 et AP128, sur la commune de Verrines-sous-Celles commune associée de Celles-sur-Belle, est mis en demeure de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cesser sous 24 heures de recevoir sur son site tout nouveau véhicule hors d'usage destiné à être démantelé (récupération de pièces détachées), stocké ou détruit ; - cesser sous 24 heures l'activité de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets de métaux non dangereux sur les parcelles sus-visées. - d'évacuer dans un délai de 3 mois tous les véhicules hors d'usage entreposés sur le site, les métaux et déchets de métaux dans des filières dûment autorisées et agréées si nécessaire ; - fournir dans ce même délai de 3 mois, les documents attestant de ces évacuations (pour les VHU : documents attestant de la destruction par un site agréé). - fournir dans un délai de 3 mois un dossier décrivant les mesures prises pour la cessation et la remise état du site conformément au II de l'article R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement.

[...] »

Constats :

Sur place, la situation présentée ci-dessous a été observée:

- le site de l'ancien site de regroupement de VHU a été remis en état :

Vue du centre du site, vers le Sud :



Vue du centre du site, vers le Nord :



- les VHU photographiés (engin de BTP, pick-up, remorques, engin agricole, débris, Renault Super 5), fûts métalliques, cylindre et tôles de bardage visibles sur l'annexe du rapport DREAL du 29/05/2018 ne sont plus présents.
- à l'entrée Nord-Est du site (parcelle 128), une tache noire est visible au sol, sur environ 1 m² :



Le rapport DREAL du 29/05/2018 de l'inspection du 25/05/2018 n'en fait pas état.

- un habitat temporaire (mobilhome + caravane) est présent, à l'angle Nord-Ouest du site :



- des déchets en plastic, qui semblent récents, sont présents en bordure de la plateforme bitumée :



- des traces de brûlage de déchets (dont un récent) sont présentes, dans la partie centrale du site (parcelle 123), au Nord de la plate-forme bitumée :





- des déchets inertes du BTP sont présents dans la partie Nord-Est du site (parcelle 128), entre la piste et le front de taille (ou falaise naturelle) :



- des palettes en bois en voie de pourrissement sont déposées, en bordure de l'entrée Sud du site :



A côté du bâtiment présent au Sud de la parcelle 123 (en parcelle 246), étaient présents :

- trois véhicules (visiblement, non VHU) :



- le panneau d'affichage suivant :



L'exploitant de la Société Mougon Menuiserie a indiqué que Monsieur MARTINET a remis le site en état, vers 2022 ou 2023, à l'occasion de la cession du terrain qu'il a repris. Il précise que l'habitat présent au Nord-Ouest est provisoire.

Il apparaît que **l'activité de regroupement de VHU et de déchets métalliques autres a cessé et que le site a été remis en état, sans doute en 2022 et 2023**, cédant la place à une nouvelle activité professionnelle, en tant que plate-forme de dégagement d'une entreprise de menuiserie toujours présente à la date du 03/12/2025. L'exploitation ICPE exercée par Monsieur Jean-Pierre MARTINET a disparu.

Les documents justificatifs de l'élimination régulière des déchets évacués lors de la remise en état du site n'ont pas été transmis à la DREAL. Le dossier de cessation d'activité et de remise en état demandé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 06/07/2018 n'a pas été transmis.

Par ailleurs, il n'a pas été constaté de nuisance résiduelle liée à l'ancienne activité de regroupement de VHU et de déchets métalliques. Le site ne relève plus de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Néanmoins, la DREAL propose à Monsieur le Préfet d'informer le Maire de Celles-sur-Belle, ainsi que la Maire déléguée de Verrines-sous-Celles de la situation constatée ce jour.

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire pourrait :

- imposer à l'exploitant actuel du site (hors champ ICPE, à notre connaissance) de faire décaper et éliminer le sol souillé présent à l'entrée Nord-Est de son site (tache noire) ;
- imposer l'évacuation des déchets présents sur le site
- lui rappeler que le brûlage de déchet est interdit

Type de suites proposées : Sans suites